

*Initiatives parlementaires*

droits de la personne signale que le chômage, exceptionnel pour la plupart des Canadiens, est chose courante chez les autochtones. Si l'on considère le pourcentage de la population canadienne qu'ils représentent, les autochtones qui vivent à l'extérieur des réserves sont sous-représentés dans presque tous les secteurs d'activité.

Les problèmes sont évidents, mais les solutions le sont moins. Le gouvernement conservateur sait que la réalisation du but ultime, c'est-à-dire l'autonomie et l'autosuffisance des autochtones du Canada, exige un engagement à long terme.

C'est dans le Nord que le problème est le plus aigu, à cause des possibilités limitées de gagner de l'argent et des perspectives d'emploi plutôt rares pour les travailleurs non qualifiés. Fait plus important encore, le niveau d'instruction et de compétence des Indiens et des Inuit est de beaucoup inférieur à celui de l'ensemble de la population. Cet état de choses est attribuable à un certain nombre de facteurs, dont les différences culturelles et la difficulté d'avoir accès à l'instruction.

Il y a un autre élément qui présente un intérêt particulier. Il s'agit de la répartition de la population inuit par groupe d'âge, qui est extrêmement différente de celle du reste de la population canadienne. En 1981, l'âge médian était de 18 ans chez les Inuit, tandis qu'il était de 30 ans pour les autres Canadiens. En 1991, l'écart entre les âges médians des deux groupes sera encore de 12 ans. En 2001, il sera de 15 ans, car l'âge médian des Inuit sera alors de 23 ans, tandis que celui de l'ensemble de la population canadienne sera de 38 ans.

• (1750)

La jeunesse de la population inuit a une incidence importante sur les initiatives du gouvernement. En effet, la population canadienne s'achemine vers l'âge de la retraite et exigera plus de services sociaux, comme les soins gériatriques et les logements pour personnes âgées, tandis que les Inuit commencent à former la population active et auront besoin de services liés au marché du travail, comme la formation, des perspectives d'emploi et une aide au développement économique.

Je sais que l'éducation est le meilleur moyen de combattre le malaise social et les difficultés matérielles dont souffrent actuellement un trop grand nombre d'autochtones. Je sais aussi que l'aide à l'enseignement postsecondaire est l'un des programmes les plus efficaces jamais entrepris par le gouvernement. La question de l'éducation est une question importante dont j'aimerais parler en profondeur une autre fois.

Pour le moment, je voudrais parler des initiatives que le gouvernement a prises pour augmenter les occasions de formation et d'emploi qui sont si essentielles pour les jeunes du Nord.

La Stratégie canadienne de développement économique pour les autochtones annoncée en juin dernier fournira aux autochtones du Canada des possibilités à long terme de création d'emplois et d'entreprises en leur donnant les moyens de gérer efficacement leurs propres entreprises, leurs institutions économiques, leur formation et leur perfectionnement.

Cette stratégie suppose un engagement à long terme par sa nature même. Alors que les programmes précédents étaient limités par une mesure de temporarisation, cette stratégie sera permanente. Pour la mettre en oeuvre, le gouvernement a engagé près de 874 millions de dollars pour les cinq premières années.

Pendant cette période, nous essaierons d'obtenir des dirigeants économiques et politiques des autochtones, des gouvernements provinciaux et territoriaux et du monde des affaires du Canada qu'ils travaillent ensemble pour amener les Indiens et les Inuit à une plus grande autosuffisance économique.

L'élément perfectionnement du programme, qui sera offert par Emploi et Immigration, sera particulièrement important pour les Indiens et les Inuit du Nord. Il leur permettra d'acquérir et d'accroître leurs compétences dans le domaine de la gestion et dans les domaines professionnels et techniques dans des collèges communautaires, des universités et d'autres établissements.

Cette stratégie n'est absolument pas une première, elle est seulement la dernière d'une série de programmes que le gouvernement a mis sur pied pour stimuler l'emploi dans le Nord et au Canada.

Au cours des cinq dernières années, on aura dépensé 29,6 millions de dollars, dans le cadre des ententes Canada-Territoires du Nord-Ouest de développement économique, pour favoriser la croissance des recettes et de l'emploi dans des secteurs tels que le tourisme, la petite entreprise, les mines, les ressources renouvelables et l'artisanat.

Au cours des cinq dernières années, le gouvernement a versé la plus grande partie des 21,7 millions de dollars dépensés dans le cadre des programmes de développement économique Canada-Yukon. Ces programmes visent, entre autres, à favoriser le développement des entreprises afin de maximiser les possibilités d'emploi et d'investissement pour les habitants du Yukon.